23 Novembre 2012-11-23

Objet : Avis relatif à l'actuel projet d'usine de méthanisation de Romainville

Lancé en 2006, le projet d'usine de méthanisation porté par le SYCTOM à Romainville (Agence métropolitaine des déchets – syndicat regroupant 84 communes d'Ile de France) prévoit d'assurer le traitement des déchets de 22 communes de la Seine-Saint-Denis et du 19ème arrondissement de Paris.

Le dialogue compétitif (procédure de sélections des entreprises ayant répondu à l'appel d'offre) conclu en 2008 a retenu le procédé « Valorga » de l'entreprise URBASER, un procédé dit de tri mécano-biologique (TMB).

Installation classée au titre de la protection de l'environnement, ce projet a fait l'objet d'une instruction par la Préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Une autorisation d'exploiter a été délivrée au SYCTOM par le Préfet du département en janvier 2011, après une enquête publique réalisée en juin 2010, qui a donné lieu à une très faible participation des citoyens (moins d'une dizaine de contributions au total).

Auparavant, le Conseil Municipal de Pantin a été sollicité pour émettre un avis consultatif sur le projet en 2010. A la lumière des informations alors disponibles, il a émis un avis favorable.

A la fin de l'année 2011, des craintes de plus en plus nombreuses se sont exprimées au sujet du projet du SYCTOM d'implanter un centre de traitement des déchets sur la commune de Romainville, à la limite du territoire des villes de Pantin, Romainville et Bobigny.

Des habitants des quatre communes riveraines du projet ont exprimé leur opposition au projet, mettant en cause le procédé choisi et ses conséquences potentielles en matière sécurité et de qualité de vie.

La technologie du tri mécano-biologique, au regard des installations existant en France et dans d'autres pays européens, fait en effet l'objet de réserves importantes.

La qualité du biogaz et du compost qui seraient produits par l'usine ont également été mis en cause.

Enfin, la capacité de traitement prévue (322 000 tonnes d'ordures ménagères, 7 500 tonnes de refus de tri des collectes sélectives) semble excessive dans une zone urbaine dense appelée à accueillir de nouvelles habitations et des équipements publics.

Le 1^{er} février 2012, le maire de Pantin, Président d'Est Ensemble avec le soutien des trois autres maires les plus concernés, a organisé une réunion publique pour le compte de la Communauté d'agglomération, compétente pour « collecte des déchets » depuis le 1^{er} janvier 2010.

Plus de 600 habitants de Pantin, Bobigny, Noisy-le-Sec et Romainville y ont participé. Au terme de la réunion, un moratoire de plusieurs mois a été décidé permettant l'arrêt immédiat des travaux afin d'ouvrir une période de concertation pour réexaminer collectivement le projet.

Un garant a été désigné pour veiller à la transparence d'un audit technique indépendant, informer régulièrement les habitants et assurer la tenue du débat public. Un comité de pilotage a été constitué pour assurer le suivi de cette procédure. Un site internet a également été créé pour la diffusion des informations.

Deux bureaux d'études ont été missionnés pour réaliser l'audit technique à partir du dossier réglementaire de présentation du projet :

- l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS) sur l'analyse des risques et l'étude de dangers,
- Le cabinet EREP sur l'analyse de la qualité environnementale.

Les conclusions des deux études ont été rendues publiques le 18 octobre à la Bourse départementale du Travail, au cours d'une réunion à laquelle assistaient environ 250 personnes.

Ces rapports viennent infirmer un certain nombre de craintes relayées par les riverains : L'INERIS estime que « les différentes étapes de l'étude de dangers existante correspondent aux règles de l'art », que « la caractérisation de la plupart des risques est réalisée de manière pertinente » et que « les installations projetées s'inscrivent dans les orientations publiques en matière de gestion des déchets ». L'EREP, quant à lui, conclut à la conformité du compost au regard de la norme européenne ainsi qu'à la possibilité de valoriser le biogaz par injection dans le réseau de distribution et/ou pour un usage en cogénération.

Pendant les trois rapports pointent également un certain nombre d'imprécisions ou de manquements relatifs à « l'impact potentiel des installations projetées sur les traffics et le paysage », sur « les possibilités de diminuer les émissions atmosphériques », sur « la mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires du projet », dénoncent la sous-estimation par l'exploitant des conséquences de l'élimination des sédiments accumulés dans les digesteurs sur le fonctionnement de l'usine et recommandent « une surveillance spécifique des nuisances olfactives ».

Neuf mois après le début du moratoire et au terme de plusieurs réunions, force est de constater que ces trois rapports ne permettent pas de lever l'ensemble des doutes, notamment en matière de nuisances, ni de rétablir la confiance nécessaire pour qu'un projet d'une telle ampleur puisse se concrétiser en l'état.

La nécessité de construire un centre de traitement des déchets fait l'objet d'un large consensus parmi les citoyens. Les élus comme les habitants ont répété à plusieurs reprises qu'un tel centre était nécessaire pour la gestion des déchets produits au sein des communes du cœur de département.

Toutefois, le projet actuel, dans son dimensionnement et eu égard aux réserves émises dans le cadre des audits, n'est pas de nature à emporter l'adhésion des riverains et des élus.

C'est pourquoi, le Conseil municipal de Pantin émet un **avis défavorable** sur le projet actuel d'usine de méthanisation.